Tribune

# Les sciences sociales contre la République ? Réponse au ministre de l'Education nationale

mardi 3 novembre 2020, par Collectif de revues de sciences humaines et sociales (Date de rédaction antérieure : 2 novembre 2020).

**Un collectif de revues de sciences humaines et sociales (SHS) met au défi le ministre de l'éducation nationale de trouver dans ses publications des textes permettant de dire que l'intersectionnalité inspire le terrorisme islamiste.**

Dans le *JDD* du 25 octobre, le ministre de l'éducation nationale déclarait qu'il y avait, dans les universités, un combat à mener. Contre l'appauvrissement de l'enseignement supérieur ? Contre la précarité étudiante ? Contre les difficultés croissantes que rencontrent tous les personnels, précaires et titulaires, enseignants et administratifs, à remplir leurs missions ? Contre la loi de programmation pluriannuelle de la recherche (LPPR), qui va amplifier ces difficultés ? Non : contre « une partie non négligeable des sciences sociales françaises ». Et le ministre, téméraire : face à cette « gangrène », il faut cesser la « lâcheté ».

On reste abasourdi qu'un ministre de l'éducation nationale s'en prenne ainsi à celles et ceux qui font fonctionner les universités. Mais pour aberrants qu'ils soient, ces propos n'étonnent pas tout à fait : déjà tenus, sur Europe 1 et au Sénat, ils prolongent ceux d'Emmanuel Macron, en juin 2020, dans *Le Monde*, qui accusait les universitaires d'ethniciser la question sociale et de « casser la République en deux ».

Plutôt que de se porter garant des libertés académiques, attaquées de toutes parts, notamment dans le cadre du débat parlementaire actuel, Jean-Michel Blanquer se saisit de l'assassinat d'un professeur d'histoire et géographie pour déclarer la guerre aux sciences sociales, qui défendraient des thèses autorisant les violences islamistes ! Sa conviction est faite : ce qui pourrit les universités françaises, ce sont les « thèses intersectionnelles », venues des « universités américaines » et qui « veulent essentialiser » les communautés.
Ignorance ministérielle

Le ministre « défie quiconque » de le contredire. Puisque les revues scientifiques sont, avec les laboratoires et les universités, les lieux d'élaboration des sciences sociales, de leurs controverses, de la diffusion de leurs résultats, c'est à ce titre que nous souhaitons mener cette contradiction, ses propos révélant son ignorance de nos disciplines, de leurs débats et de leurs méthodes.

La démarche scientifique vise à décrire, analyser, comprendre la société et non à décréter ce qu'elle doit être. Les méthodes des sciences sociales, depuis leur émergence avec Emile Durkheim dans le contexte républicain français, s'accordent à expliquer les faits sociaux par le social, précisément contre les explications par la nature ou l'essence des choses. A ce titre, elles amènent aussi à rendre visibles des divisions, des discriminations, des inégalités, même si elles contrarient.

Les approches intersectionnelles ne sont pas hégémoniques dans les sciences sociales : avec

d’autres approches, que, dans leur précieuse liberté, les revues font dialoguer, elles sont précisément l’un des outils critiques de la désessentialisation du monde social. Néologisme proposé par la juriste états-unienne Kimberlé Crenshaw à la fin des années 1980, le terme « intersectionnalité » désigne en outre, dans le langage actuel des sciences sociales, un ensemble de démarches qui en réalité remontent au XIX$^{e}$ siècle : il s’agit d’analyser la réalité sociale en observant que les identités sociales se chevauchent et que les logiques de domination sont plurielles.

Dès 1866, Julie-Victoire Daubié, dans *La Femme pauvre au XIX$^{e}$ siècle*, montre la particularité de la situation des ouvrières, domestiques et prostituées obligées de travailler pour survivre, faisant des femmes pauvres une catégorie d’analyse pour le champ de la connaissance et de la politique, alors que lorsqu’on parlait des pauvres, on pensait surtout aux hommes ; et que lorsqu’on parlait des femmes, on pensait avant tout aux bourgeoises.

**Une politique répressive de la pensée**

Plus près de nous, l’équipe EpiCov (pour « Epidémiologie et conditions de vie »), coordonnée par la sociologue Nathalie Bajos et le démographe François Héran, vient de publier des données concernant l’exposition au Covid-19 à partir de critères multiples parmi lesquels la classe sociale, le sexe, le lieu de naissance. Une première lecture de ces données indique que les classes populaires travaillant dans la maintenance (plutôt des hommes) et dans le soin (plutôt des femmes) ont été surexposées, et que, parmi elles, on compte une surreprésentation de personnes nées hors d’Europe.

Une analyse intersectionnelle cherchera à corréler ces données, entre elles et avec d’autres disponibles, pour mieux comprendre comment les discriminations s’entrelacent dans la vie des personnes. Où sont l’essentialisation, l’encouragement au communautarisme ? Pour les chercheurs et chercheuses en sciences sociales, il s’agit simplement, à partir de données vérifiées par des méthodes scientifiques, validées entre pairs et ouvertes à la discussion, de faire leur travail.

L’anathème que le ministre lance traduit une politique répressive de la pensée. Nous mettons M. Blanquer au défi de trouver un seul texte publié dans la bibliothèque ouverte et vivante de nos revues qui permette de dire que l’intersectionnalité inspire le terrorisme islamiste.

Se saisir d’un mot, « intersectionnalité », pour partir en guerre contre les sciences sociales et, plus généralement, contre la liberté de penser et de comprendre la société, est une manœuvre grossière. Si elle prend, nos universités devront troquer la liberté de chercher (qui est aussi la liberté de se tromper) pour rien moins qu’une science aux ordres, un obscurantisme ministériel. On voit mal comment la République pourrait en sortir grandie.

**Collectif**

*Le collectif des revues en lutte, constitué en janvier 2020 autour de l’opposition aux projets de LPPR et de réforme des retraites, rassemble aujourd’hui 157 revues francophones, pour l’essentiel issues des sciences humaines et sociales.*

---

---

## P.-S.

• Le Monde.fr. Publié le 2 novembre à 12h02, mis à jour à 09h20 :
https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/11/02/les-sciences-sociales-contre-la-republique_60581

95_1650684.html